

Notre compétitivité est en train de diminuer par rapport à celle de nos principaux partenaires commerciaux, et nous ne sommes pas aussi bien placés que nos concurrents pour exporter des articles manufacturés—secteur qui devrait connaître la plus forte croissance dans les années 80.

Une mise en garde analogue a été faite plus récemment par l'Association des manufacturiers canadiens. D'après l'Association, si l'on adopte des politiques efficaces, on obtiendra les résultats suivants:

Le nombre d'emplois dans le secteur manufacturier, qui s'élève à 2 millions, pourrait augmenter de 25 p. 100 d'ici l'an 2000. Cette perspective s'estomperait de plus en plus si nous persistons dans la voie actuelle... Nos principaux concurrents nous ont déjà dépassés dans la course à la productivité.

Les problèmes fondamentaux provoqués par l'exiguïté du marché intérieur et les difficultés d'accès à un marché plus vaste et sûr ont été accentués par ce que l'AMC a appelé «l'explosion des nouvelles technologies à l'échelle mondiale» qui a mis en branle la «quatrième révolution industrielle».

Le pire, c'est toutefois le problème de plus en plus aigu de plusieurs catégories d'entreprises manufacturières canadiennes qui perdent progressivement du terrain dans la course internationale parce qu'elles n'ont pas un accès garanti à un grand marché, ce qui fait fléchir leur rentabilité et augmenter leurs coûts. La productivité de notre secteur manufacturier est par conséquent inférieure de 25 p. 100, voire davantage, à celle des entreprises américaines, ce qui veut dire que les revenus réels sont beaucoup plus faibles au Canada.

Au début des années 60, le changement technologique rapide menaçait le secteur automobile canadien parce que le marché intérieur relativement restreint ne permettait pas d'obtenir le volume de ventes nécessaire pour obtenir une rentabilité maximum et réduire le plus possible les coûts. La commission royale d'enquête Macdonald a insisté sur le fait que c'était uniquement grâce à l'ouverture du marché américain, grâce à l'accord sur la production automobile, que le secteur automobile canadien connaissait une croissance vigoureuse depuis deux décennies.

Au début des années 60, l'industrie de l'automobile se trouvait devant des problèmes à peu près semblables à ceux que connaissent actuellement plusieurs autres secteurs de la fabrication, a déclaré la Commission. Elle a ajouté:

Notre industrie a besoin, de toute urgence, d'accroître les économies d'échelle pour pouvoir améliorer sa productivité.

Pour atteindre cet important objectif, nous devons avoir accès à un vaste marché comme celui des États-Unis.

Les avantages économiques que le Canada tirerait d'une entente commerciale globale avec les États-Unis dépendront de plusieurs facteurs et notamment de la mesure dans laquelle les obstacles seront réduits ou éliminés et des dispositions prises en vue de leur élimination graduelle.

Plusieurs économistes canadiens de renom ont fait un certain nombre de calculs en supposant que l'entente serait d'une vaste portée et appliquée de façon graduelle. Dans l'ensemble, ils ont conclu qu'une telle entente représenterait des avantages très importants pour le Canada en ce qui concerne la productivité, l'emploi et le revenu réel des Canadiens.

### *Les subsides*

On estime, par exemple, que notre production nationale annuelle augmenterait de 3 à 8 p. 100 à la suite d'une entente commerciale avec les États-Unis, ce qui représente un taux de croissance supérieur à celui que nous pouvons normalement espérer.

On a également calculé que le nombre de nouveaux emplois créés pourrait augmenter de 5 p. 100 au cours des deux années suivant la mise en oeuvre d'une telle entente.

Selon certaines prévisions, le revenu réel pourrait croître de 28 p. 100 dans le secteur de la fabrication dont la productivité s'alignerait sur celle des États-Unis. En outre, d'après de récentes projections de la firme bien connue, Informetrica Ltd., qui s'occupe d'analyses économiques, une entente commerciale globale avec les États-Unis «donnerait dès le départ des résultats positifs dans presque tous les secteurs et toutes les provinces».

Un avantage important d'une entente commerciale globale avec les États-Unis serait une réduction sensible du prix de bien des choses que les consommateurs du Canada achètent directement ou indirectement, de même qu'une augmentation importante du choix offert aux consommateurs.

L'initiative prise par le gouvernement en vue d'entamer des négociations pour conclure une entente générale avec les États-Unis a obtenu l'appui énergique de plusieurs organismes commerciaux importants et d'institutions économiques nationales du Canada. Cette façon de procéder avait aussi été préconisée par la Commission royale d'enquête Macdonald sur l'union économique. La Commission avait dit ceci:

Nous sommes convaincus... que les avantages économiques possibles pour le Canada d'une libéralisation du commerce avec les États-Unis dépassent de beaucoup les désavantages et que les principaux dangers peuvent être évités grâce à des politiques d'adaptation appropriées. Vu l'isolement croissant du Canada sur la scène économique internationale, il est difficile de toute façon de concevoir une autre politique qui puisse vraiment être efficace.

L'un des nombreux avantages d'une entente commerciale selon la Commission serait que le Canada augmente à ce point la capacité compétitive de son économie qu'elle puisse avec le temps mettre un terme à sa dépendance croissante sur l'économie américaine et réduire cette dépendance en augmentant ses exportations à d'autres marchés. Paradoxalement, nous croyons qu'un accès élargi et sûr à ce marché sera, à longue échéance, le meilleur moyen de mieux diversifier nos relations économiques et commerciales.

● (1640)

L'un des gains immédiats les plus importants que nous pourrions espérer d'une entente commerciale générale est une solide protection pour les exportations canadiennes contre les mesures protectionnistes des États-Unis, présentes et futures. Le Canada réclame de toute urgence un accès plus libre aux marchés américains, mais cet accès important doit aussi être sûr, assuré.